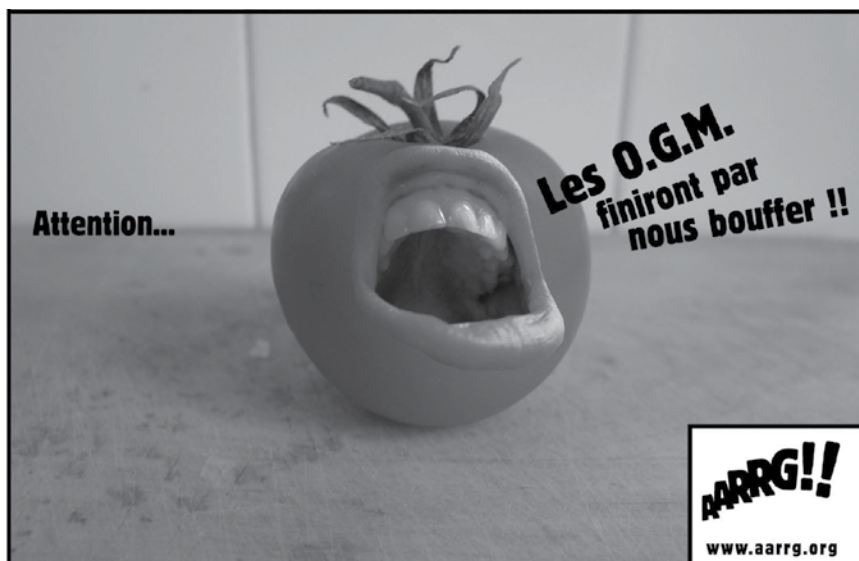


CITIZEN



OGM

Moratoire de fait

Greenpeace

La décision des ministres de l'environnement européens de réformer les procédures d'autorisation des OGM s'imposait. Cela implique un moratoire de deux ans pour les nouvelles demandes, estime Greenpeace.

Le 5 juin, lors du conseil des ministres de l'environnement, les participants se sont prononcés en faveur d'une réforme des procédures d'autorisation des OGM en Europe. Greenpeace Luxembourg salue que les ministres aient reconnu que la procédure d'autorisation des OGM au niveau de l'Union Européenne présente des déficits structurels importants. Une réforme vers plus de transparence scientifique s'impose, qui prend davantage en compte des considérations environnementales, notamment les impacts à long terme des OGM, et qui renforce la position des Etats membre.

Le 7 mai dernier, la Commission Européenne, en renvoyant pour la troisième fois les demandes d'autorisation de deux maïs et d'une pomme de terre transgénique à l'EFSA (European Food Safety Agency), avait reconnu que la procédure d'autorisation actuelle des OGM en Europe connaît des failles importantes. Ceci correspondait à un désaveu flagrant du travail de l'EFSA qui s'est jusqu'à présent, malgré les évidences scientifiques sur les risques inhérents aux plantes transgéniques, toujours prononcée en faveur des OGM.

Une réforme de la procédure européenne d'autorisation des OGM doit mettre l'accent sur la transparence des argumentations scientifiques et

garantir que les études scientifiques régionales et les avis des autorités compétentes nationales soient prises en compte. « Afin de garantir que des considérations environnementales soient prises en compte et que la Commission puisse agir en tant que 'risk manager', il est indispensable que les avis de l'EEA (European Environmental Agency) soient obligatoirement pris en compte lors de toute demande d'autorisation d'un OGM en Union Européenne. Nous espérons que sous la Présidence française de l'Union Européenne, les Etats membres orienteront leur travail dans ce sens », déclare Maurice Losch de Greenpeace Luxembourg.

L'EFSA qui, suivant ses propres propos, aura besoin de 24 mois pour restructurer sa capacité d'expertise relative aux 'impacts long terme des OGM' (ce qui est une condition explicite de la directive 2001/18, annexe II) ne pourra pas sortir, pendant cette période de temps, d'avis relatif à une demande d'autorisation d'un OGM, puisqu'elle a elle-même déclaré de n'être pas en mesure de formuler un avis conforme à la législation en cours. "D'un point de vue juridique, toute nouvelle autorisation relative à un OGM devrait être suspendue jusqu'à ce que l'EFSA et l'ensemble des procédures d'autorisation des OGM en Europe soient réformées et conformes au droit européen. Ceci correspond à un moratoire, d'au moins 24 mois, sur toute nouvelle autorisation d'OGM en Europe", conclut Maurice Losch.

Montage: www.aarrg.org

AVIS

LE FONDS BELVAL

Etablissement public créé par la loi du 25 juillet 2002 pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest

Appel de candidatures

Le Fonds Belval

I.1) NOM, ADRESSES ET POINT(S) DE CONTACT

Le Fonds Belval
6, avenue des Hauts Fourneaux
4362 Esch-sur-Alzette

Tél. : (+352) 26 840-1

Fax : (+352) 26 840-300

Email : fb@fonds-belval.lu

II.1.1) Intitulé attribué au marché

Appel de candidatures pour les travaux d'étanchéité et d'isolation du Lycée d'enseignement secondaire à Belval

II.1.2) Type de marché et lieu

d'exécution des travaux, de livraison de fournitures ou de prestation de services

Travaux

II.1.5) Description succincte du marché ou de l'achat/des achats

Travaux d'étanchéité et d'isolation dans la cadre de la construction d'un lycée d'enseignement secondaire et secondaire technique à Belval.

II.2.1) Quantité ou étendue globale

- +/- 10.000 m² Isolation thermique en verre cellulaire
- +/- 6.800 m² Etanchéités bitumineuses bicouches pour toitures vertes
- +/- 11.000 m² Pare-vapeur
- +/- 11.000 m² Isolation thermique en laine minérale
- +/- 6.000 m² Etanchéités bitumineuses bicouches
- +/- 8.000 m² Etanchéités bitumineuses bicouches lestées au gravier

III.2.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession.

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

A la candidature doivent être jointes les pièces suivantes relatives à la situation propre du candidat et apportant la preuve de sa qualification, compétence, expérience et fiabilité (en cas d'association momentanée, les pièces sont à produire individuellement pour chacun des membres de l'association et sont à compléter d'une note de synthèse qui reprend les

indications cumulées de l'association momentanée).

III.2.2) Capacité économique et financière. Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Certificat délivré par l'autorité compétente de l'Etat membre où il est établi, selon lequel le prestataire est en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale et au paiement vis-à-vis des administrations des contributions directes et des administrations de l'enregistrement selon les dispositions légales du pays où il est établi.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise au cours des 3 derniers exercices. Le chiffre d'affaires moyen sera au minimum de 9.000.000 Euros.
- Attestation de souscription à une assurance responsabilité civile et professionnelle.
- Certificat d'inscription au registre professionnel et au registre de commerce.

III.2.3) Capacité technique.

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Liste des travaux exécutés au cours des 3 dernières années, y compris le nom du maître d'ouvrage, le nom des architectes, le nom du bureau d'études, le montant des travaux et les dates y relatives.
- Une note présentant le candidat (titres, qualifications, curriculum vitae, y compris expériences, stages et formations éventuelles), ainsi que ses effectifs en hommes et en matériel.

IV.1.1) Type de procédure

Restreinte

IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

jeudi 17 juillet 2008 à 17:00

VI.3) AUTRES INFORMATIONS

Les demandes sont à remettre à l'adresse de dépôt des candidatures conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure limite de dépôt des candidatures.

VI.5) Date d'envoi de l'avis au Journal Officiel de l'U.E.

05/06/2008

Esch/Alzette, le 05 juin 2008
Germain Dondelinger
Président du Conseil d'Administration